



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/14974
13 avril 1982
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 13 AVRIL 1982, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU ROYAUME-UNI DE
GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur, me référant à la lettre du Représentant permanent du Pérou auprès de l'Organisation des Nations Unies, en date du 12 avril 1982 (S/14966), de vous faire tenir ci-joint copie de la réponse que le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth a adressée au Ministre des affaires étrangères du Pérou.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et la réponse du Secrétaire d'Etat comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) A. D. PARSONS

Annexe

Texte du télégramme daté du 13 avril 1982, adressé au Ministre
des affaires étrangères du Pérou par le Secrétaire d'Etat aux
affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth du
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Le Gouvernement britannique remercie le Gouvernement péruvien du message dans lequel il proposait d'observer une trêve de 72 heures pendant que se poursuit la mission de bons offices entreprise par les Etats-Unis, afin d'éviter un affrontement armé entre le Royaume-Uni et l'Argentine au sujet des îles Falkland.

Le Gouvernement britannique remercie le Gouvernement péruvien de son souci d'appuyer les efforts faits pour arriver à une solution diplomatique. Le Gouvernement britannique n'est pas moins soucieux de parvenir à une solution pacifique et n'épargne aucun effort pour ce faire, sans préjudice de ses droits aux termes de l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Il fait cependant observer que la confrontation armée a été engagée par l'Argentine lorsqu'elle s'est emparée des îles Falkland et que c'est précisément ce qui fait l'objet du premier paragraphe de la résolution 502 (1982) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

La condition préalable à toute solution est le retrait des forces argentines des îles Falkland et de leurs dépendances, conformément à la résolution obligatoire adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies. Le Gouvernement britannique espère que le Gouvernement péruvien fera valoir auprès du Gouvernement argentin la nécessité de respecter ses obligations en droit international.

